

*Le renouveau de la demande s'apprêtant à passer par le réaménagement du territoire plutôt que par l'accroissement ou le partage des richesses, la déresponsabilisation des individus risque de s'accroître. Le phénomène du squat est un indicateur positif d'une volonté toujours vivace de se prendre en main.*

Les sociétés industrielles sont en mesure de connaître des gains de productivité tels que la satisfaction complète des besoins menace de retirer aux détenteurs des capitaux leur ascendant psychologique et matériel. Plus concrètement, à niveau de vie constant, le travail « productif » (par opposition notamment au commerce et à la supervision) devient moins nécessaire, et le chômage fait progresser la part des profits dans le partage des richesses ; mais dès lors la demande provient surtout des tentatives de gagner des parts de marché, au détriment des concurrents. Le taux de profit est menacé.

Le remède à la surproduction est l'affectation des capacités productives à de nouveaux domaines, notamment les différentes formes de colonisations (jusqu'à la conquête spatiale) et la « hausse du niveau de vie », c'est-à-dire l'accès socialement obligatoire à un mode de vie plus coûteux (nécessité d'avoir un véhicule etc.). Dans les faits on observe de grandes vagues de restructuration (sur plusieurs décennies) au cours desquelles le travail productif s'étend et avec lui la création de valeur. L'impératif de préservation des ressources constitue-t-il désormais un frein sérieux à un nouveau cycle long d'investissement ? C'est peut-être davantage la montée en puissance de la Chine qui est crainte.

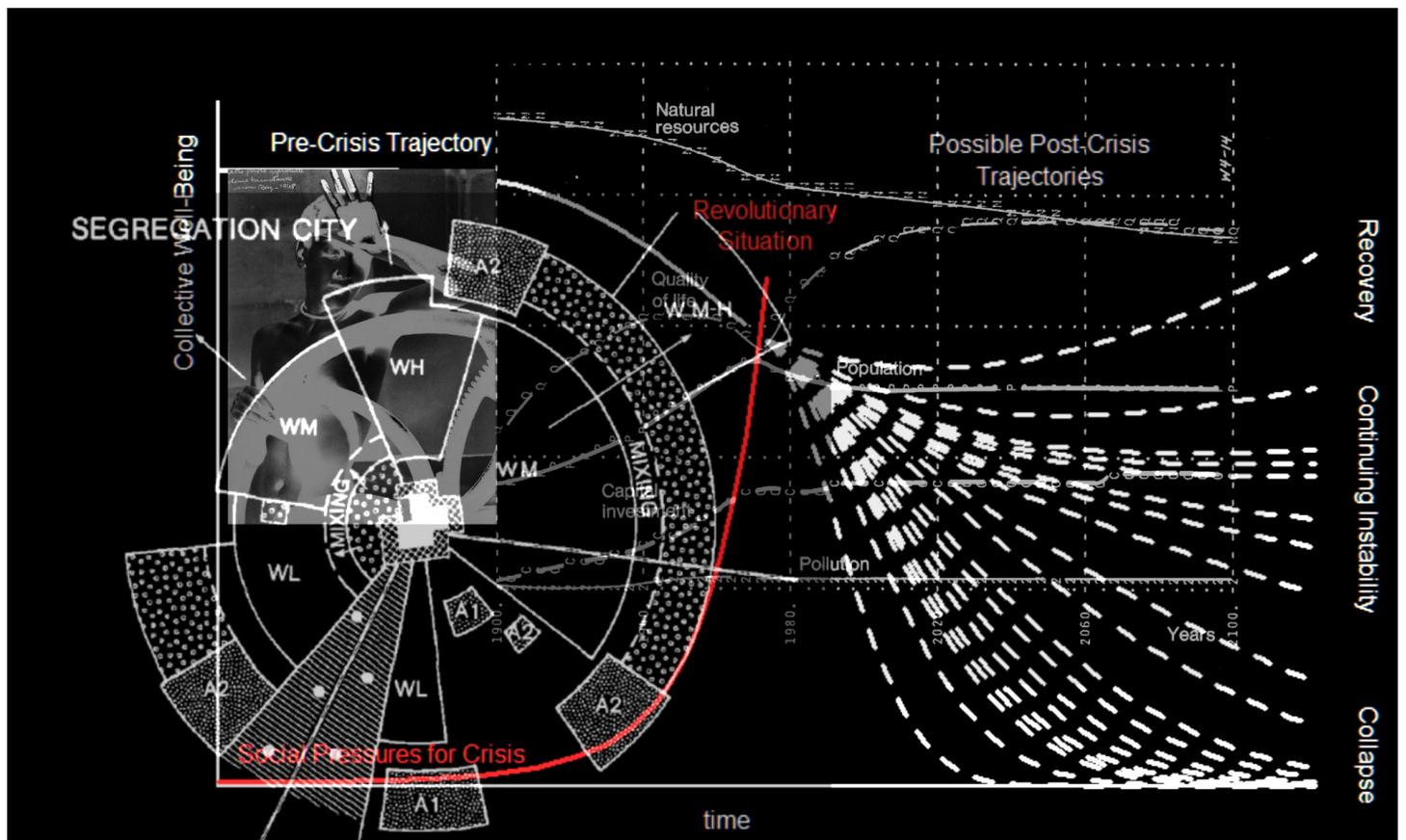
En découle un mécontentement de la frange des classes moyennes cherchant à accéder au statut supérieur, et pour laquelle devient incertaine la constitution d'un pactole capable de se renouveler de lui-même. Les très imposables souhaitent de plus en plus se désengager d'un processus redistributif dont ils voient moins l'intérêt, si ce n'est de réduire la colère populaire – à laquelle on peut fournir d'autres cibles. Les protections sociales disparaissent et sont en partie remplacées par le soutien qu'obtiennent de leurs proches les impactés du désinvestissement.

L'aménagement différencié des territoires, alimenté par la spéculation foncière et immobilière, offre l'opportunité de créer un large marché segmenté pour le secteur des biens de consommation, et il s'agit là d'un nouveau moyen de stimuler l'appât du gain. En effet, la chute du taux de profit est habituellement rendue inéluctable du fait d'un déséquilibre entre la progression de la valeur de l'appareil industriel et celle des biens de consommation : l'accroissement de la productivité exige plus d'investissements là où les innovations ont une applicabilité limitée, or le secteur des biens de production doit se contenter de marchés étroits (sauf pour l'infrastructure). Ce mécanisme pourrait être enrayé par la diversité écologique et sociale des espaces. Dans ce but, on peut par exemple promouvoir des réformes éducatives amenant à un accroissement des inégalités géographiques.

À l'horizon : des mix sociaux urbains / ruraux requérant des infrastructures sécuritaires et des gestions de l'environnement variées, impliquant éventuellement du paternalisme (peut-être sur un mode *collectivité-providence*) mais certainement pas un abandon du concept de propriété privée. En clair, le squat, notamment par l'idéologie de rupture avec le capitalisme qu'il propage, ne peut pas être le bienvenu, sauf à dose marginale. Quant au chômage, il doit toujours servir à faire pression sur les salaires, ou au minimum à inspirer la crainte de perdre son emploi. Il est possible que le capitalisme se tire désormais d'affaire sans passer par un retour au plein-emploi.

# les villes patronales

Affectant notamment le nord-ouest de l'Angleterre à la fin du 18ème siècle, la révolution industrielle est observée avec intérêt par les États-Unis après l'obtention de leur indépendance. Effrayées par la saleté, le chaos, et la surpopulation de villes comme Manchester (où commence à se former la classe ouvrière), les élites américaines hésitent à adopter le même modèle, bien qu'il soit prometteur d'une expansion de la production – en faisant un enjeu militaire.



Une solution : la ville patronale. Construite selon un plan ordonné, tous ses habitants employés par la même entreprise, laquelle détient une bonne partie du terrain, du bâti, et des commerces, elle sera un choix fréquent pour les implantations américaines dans les contrées encore non-colonisées par l'homme blanc. On espère y attirer les travailleurs par un logement à bon marché, et ainsi parvenir à garder les ouvriers non-qualifiés et peu payés, qui dans des milieux urbains moins organisés sont souvent malades et préoccupés par des soucis quotidiens causant un absentéisme et une rotation du personnel coûteux. Selon le niveau d'ambition morale de l'employeur-propriétaire, on peut éventuellement chercher à retenir les habitants par l'endettement auprès du magasin.

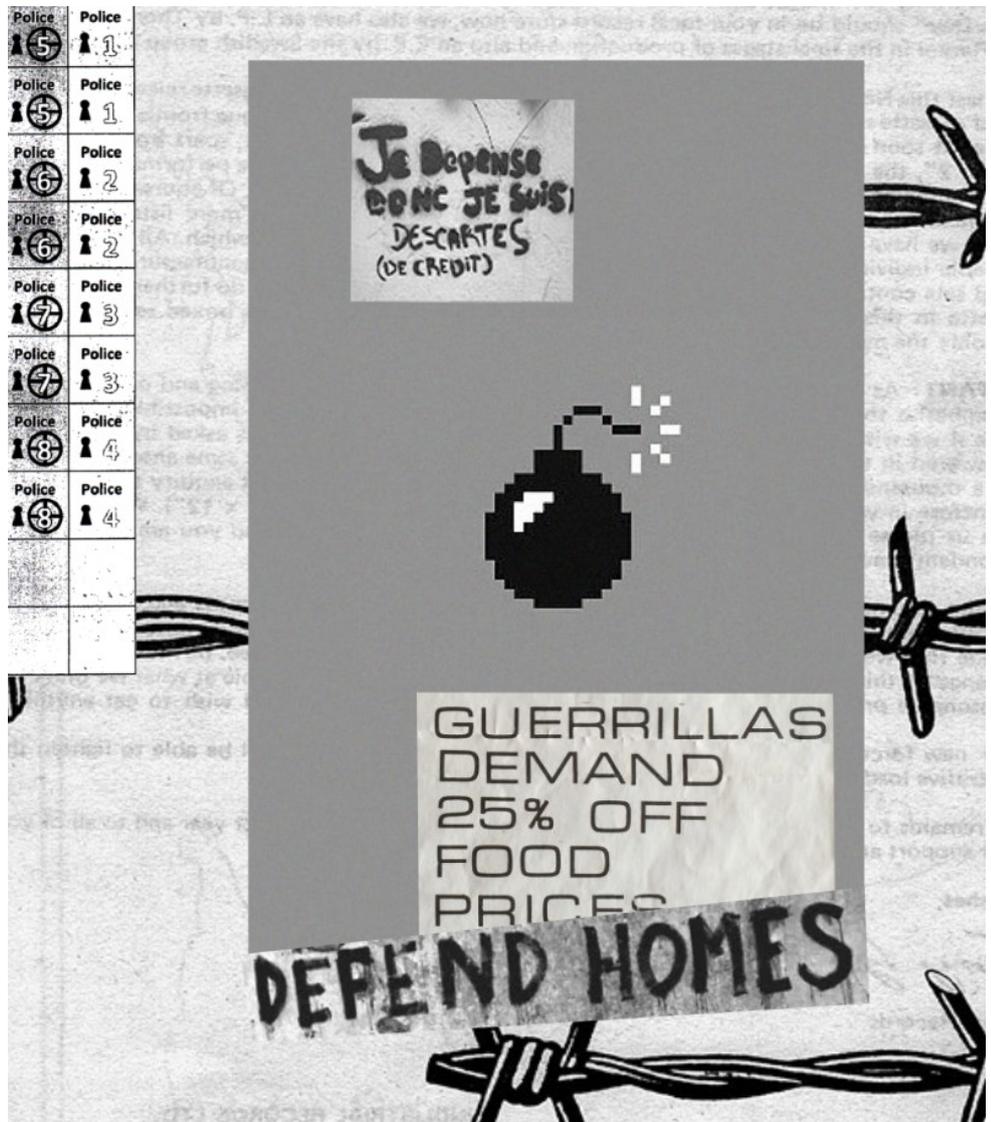
La ville patronale nouvelle génération de Gary, dans l'Indiana, destinée à la production d'acier pour l'*US Steel Corporation*, a servi de modèle à celle de Magnitogorsk, dans l'Oural, laquelle a été conçue par des ingénieurs américains dans le cadre d'un plan quinquennal soviétique.

Outre la difficulté à licencier le personnel de ces cités en cas de baisse de l'activité économique (car le profit qu'on en retire dépend de l'occupation de l'ensemble des postes – et vendre l'équipement inutilisé serait contraire au principe de base), un problème majeur pour le patron-proprio est la facilité pour la classe exploitée à identifier l'ennemi, ce qui se traduit régulièrement par des grèves aboutissant à l'abandon de l'entreprise. Peut-être faut-il voir dans le déchaînement meurtrier de la première guerre mondiale, qui se prolonge suffisamment pour que les mutineries fassent craindre le pire à la classe possédante et qu'une révolution réussit en Russie (d'autres sont tentées en Allemagne, en Autriche, en Hongrie, en Ukraine), le contrecoup d'une tentative du patronat de sortir de la ligne de tir après s'être engagé depuis les années 1870 dans un conflit ouvert avec la classe travailleuse.

1776 : déclaration  
d'indépendance des États-  
Unis d'Amérique

1806 : défaite de la Prusse  
à Iéna face à Napoléon

1871 : Commune de Paris



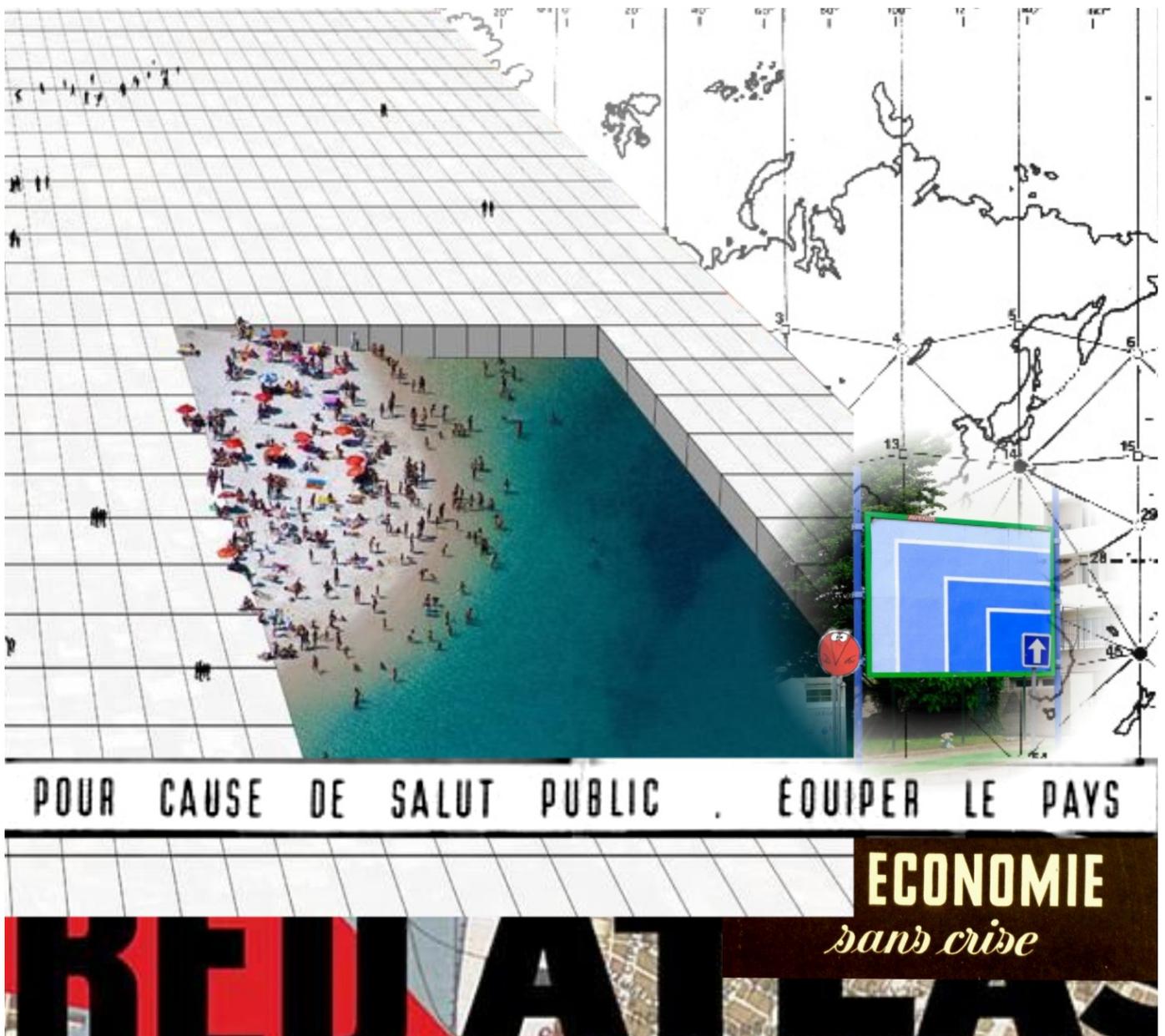
# devenir propriétaire

Dans les années 1930, en Angleterre, on arrête la construction de logements publics, au motif de réduire la compétition avec le secteur privé et ainsi inciter ce dernier à étendre son activité. Notamment du fait du contrôle sur les loyers, les nouveaux logements sont surtout destinés à des occupants-propriétaires, donc aux classes moyennes, qui alimenteront la demande pour l'équipement ménager. Il s'agit d'une ébauche de la consommation de masse s'appuyant sur le crédit, et elle permet à l'Angleterre de sortir relativement vite de la crise de 1931-32. Une grève des remboursements aura bien lieu pour protester contre la faible qualité des nouvelles habitations, mais c'est un phénomène rare et possiblement unique au cours du 20ème siècle, tandis que les grèves des loyers sont bien plus fréquentes. Par exemple, en 1915 à Glasgow, on réagit de cette façon aux hausses pratiquées par les propriétaires suite à l'afflux d'ouvriers pour les usines de munitions.

En Grande-Bretagne comme aux États-Unis, les emprunts pour l'achat d'un domicile sont souscrits auprès d'organismes mutuels à but non-nécessairement lucratif, ce qui retire beaucoup de sens à une lutte contre les remboursements. Après la seconde guerre mondiale, on préserve le cœur géographique du capitalisme en étendant la propriété au plus grand nombre ; simultanément on développe le marché du continent européen, en France en subventionnant la construction de grands ensembles pour la population des bidonvilles. **La hausse du niveau de vie** permet de poursuivre l'accumulation du capital dans l'appareil productif tout en maintenant la population au travail. Il s'agit donc d'un **remède à la surproduction** alternatif à la guerre (laquelle réduit la part des travailleurs dans la population et supprime aussi une partie de la concurrence).

1929 : le Luxembourg devient un paradis financier

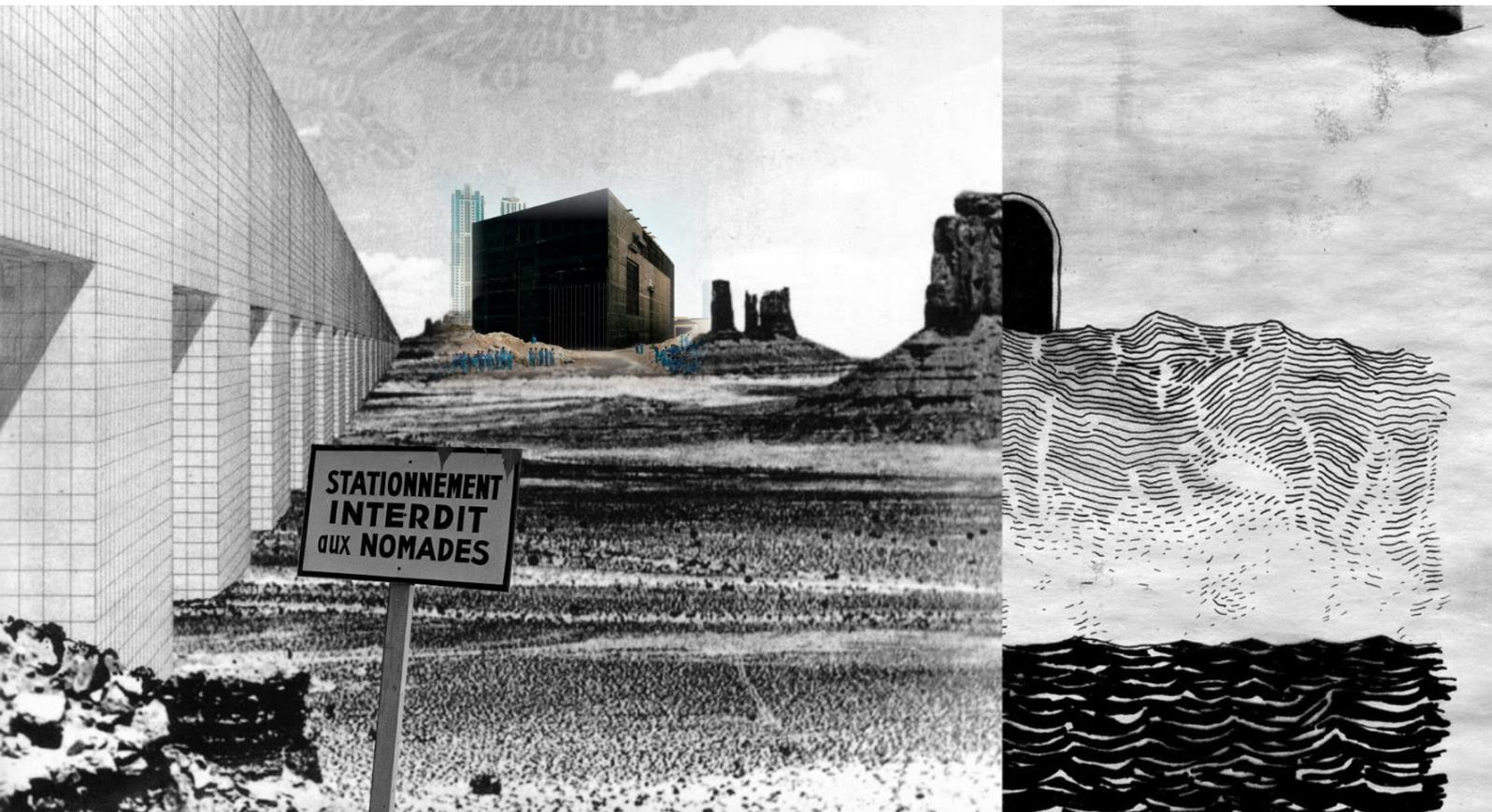
1968 : premier distributeur automatique de billets installé à Paris



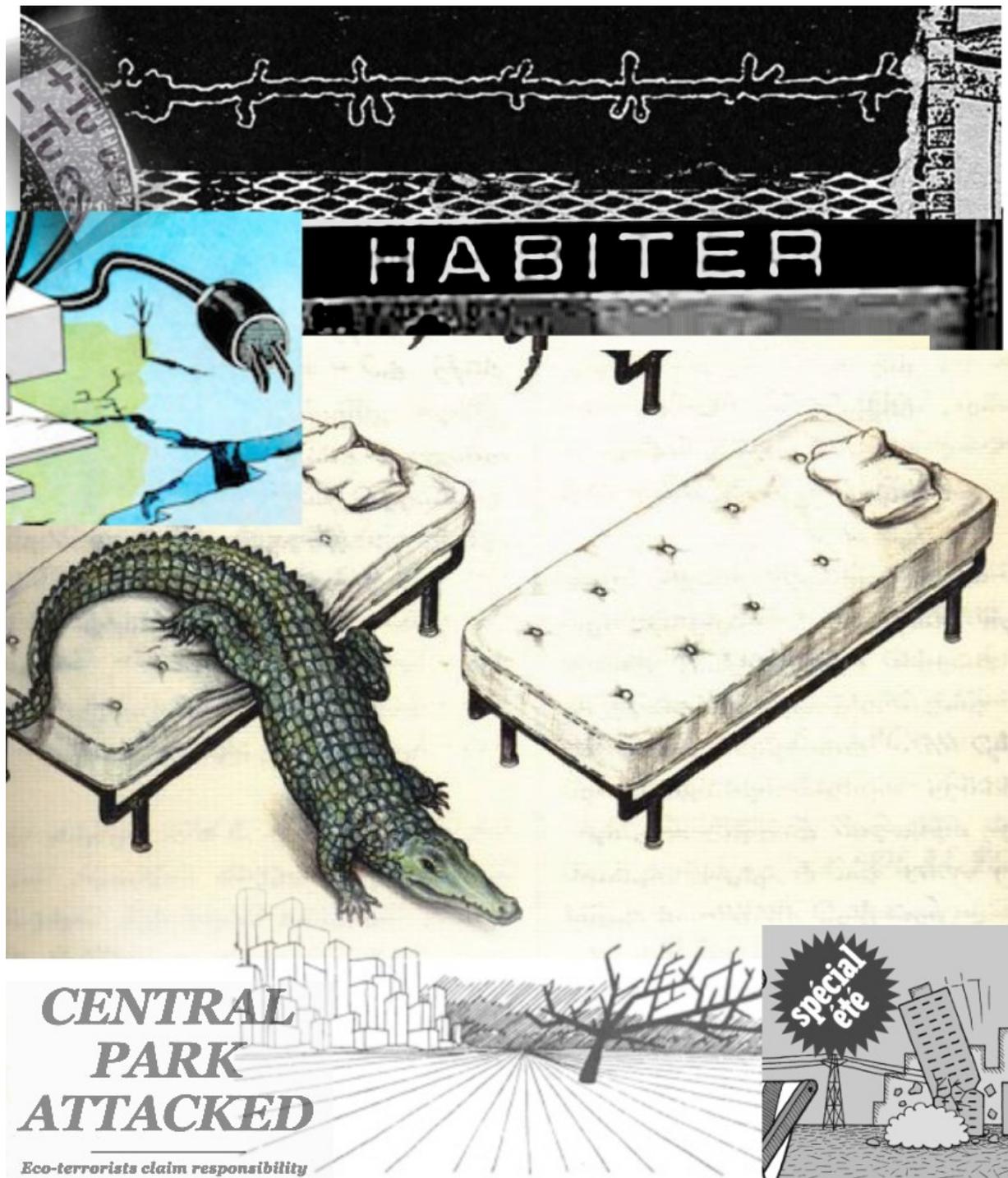
Une autre approche consiste à étendre le travail *non-productif*, comme la supervision pour faciliter l'extraction de la plus-value (provenant du *surtravail*, ou travail destiné aux profits), et surtout le commerce pour conquérir des parts de marché. C'est la voie de la désindustrialisation après le virage des années 1970 : avec la hausse du niveau de vie monte le refus du travail et de la société de consommation, et le déclin des profits amène à la chute de l'investissement. Le chômage commence à progresser, tandis que l'inflation – qui réduit le montant réel du remboursement des emprunts – et l'abandon (en France) de *l'aide à la pierre* pour l'aide individualisée au logement poussent à devenir propriétaire.

# logements vides

La périurbanisation décolle, et comme les centres-villes se vident de leur population imposable, on remplace les logements par des bureaux dont l'activité est sujette à la taxe professionnelle. Une pression à la hausse s'exerce dorénavant sur les loyers. Autre implication : la difficulté à fournir des transports collectifs à bon marché quand la densité de population s'affaisse et que la superficie à desservir s'accroît entraîne un recours intensif à l'usage de l'automobile entre le centre et l'extérieur – en sens inverse en ce qui concerne les plus pauvres piégés par le zonage et devant prendre le trajet pour les usines (lesquelles n'ont que faire d'une position centrale et cherchent en revanche des terrains à pas cher).



Si les gains de productivité ont longtemps été faibles dans les secteurs non-productifs du commerce et de la supervision, ordinateurs et internet ont changé la donne. La concentration du capital, déjà propulsée par le chômage et l'accroissement des inégalités qu'il provoque, a pu en être d'autant plus rapide, rendant moins profitable l'activité de ces mêmes secteurs non-productifs. Spéculer dans l'immobilier et le foncier (un cours élevé de ce dernier empêche le développement du premier et y donne droit à une meilleure rente), si plus risqué, constitue dès lors une alternative par laquelle re-répartir à son avantage les fruits du surtravail. Vides, les logements des centres urbains sont peut-être plus rentables qu'habités par une population appauvrie – l'impact de celle-ci étant néfaste pour le prix des actifs immobiliers et fonciers. Les autorités publiques locales doivent aussi apprécier la réduction de leurs dépenses (le RSA est à la charge des conseils départementaux, mais de nombreux services publics sont évidemment du ressort des municipalités). Partant du principe que les riches ne reviendront pas tant que les pauvres sont toujours là, les villes moyennes – où les réseaux de transport sont moins développés (ni tram ni périph') et dont l'influence sur les communes alentour n'a pas été suffisante pour y dresser des immeubles – peuvent choisir de laisser le commerce mourir et de ne pas rénover l'habitat, tandis que l'on compte sur les investissements spéculatifs pour faire monter les cours du foncier : dès lors le bâti disponible à la location doit être de plus en plus réservé aux classes aisées. En parallèle on pousse les autres dehors, par exemple en déplaçant les administrations comme CAF et Pôle Emploi en périphérie.



Margaret Crawford (1995) – *Building the workingman's paradise, the design of American company towns*

Adam B. Ulam (1974) – *Expansion and coexistence, Soviet foreign policy 1917-73*

Martin Boddy (1980) – *The Building Societies*

Gappert Rose (1975, ed.) – *The Social economy of cities*

Kevin R. Cox (1978, ed.) – *Urbanization and conflict in market societies*

Jean Sivardière – *La contagion de l'étalement urbain à l'américaine* – in *L'Atlas de l'environnement du Monde diplomatique* (2008)

Fred Moseley (1991) – *The Falling rate of profit in the postwar US economy*